

Je le félicite d'avoir présenté une demande aux termes du programme de développement des collectivités. C'est un excellent programme, je sais qu'il saura en profiter.

Toutefois, afin de donner à mon collègue l'occasion de poser sa question, j'aimerais demander au député ce qu'il pense de l'Accord de libre-échange et dans quelle mesure cela va l'aider. Il sait que l'Accord est l'un des principaux sujets du discours du Trône et que nous allons y donner suite.

**M. McCreath:** Merci, madame la Présidente. A mon avis, aucune industrie au Canada ne bénéficiera autant de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis que l'industrie de la pêche et aucune circonscription autant que South Shore. Soixante-dix pour cent du poisson que nous traitons en Nouvelle-Écosse est vendu aux États-Unis. L'accès assuré au marché américain que nous avons obtenu par cet accord recèle un énorme potentiel. Il signifie que tout le poisson que nous pourrions prendre aura accès au marché principal.

Autre aspect important de cet accord, les bateaux de pêche américains ne pourront pas revenir sur le banc Georges. C'est une des questions qui préoccupaient les Américains durant les négociations.

Le sénateur Mitchell du Maine, par exemple, s'est opposé à l'Accord de libre-échange parce qu'il ne permettait pas aux pêcheurs de cet État de revenir sur le banc Georges. Les intérêts de nos pêcheurs ont été protégés par cette disposition. La suppression au cours des prochaines années des droits sur le poisson cuit et traité signifie que nous aurons plus d'occasions d'ajouter à la valeur de notre produit en traitant plus de poisson au Canada avant de l'envoyer aux États-Unis parce que nos usines de transformation du poisson sont plus compétentes et plus efficaces.

Des études effectuées par des sociétés comme Clearwater ont montré que le Canada et la Nouvelle-Écosse sont plus productifs à cet égard que les États-Unis. Nous avons hâte de traiter plus de poisson et de créer plus d'emplois par la même occasion.

Je me réjouis d'avance de la possibilité. . .

*L'Adresse—M. McCreath*

**Une voix:** Votre temps est écoulé.

**M. McCreath:** Monsieur, quand on vient d'une région de pêcheurs, on doit pouvoir leur dire ce qui se passe. Nous avons hâte que. . .

**Une voix:** Vous venez de commencer ici. Surveillez votre pression.

**M. McCreath:** Cette interruption compte-t-elle dans le temps qui m'est alloué? Peu importe, où en étais-je? Mes compliments au député d'en face. Je m'arrête ici.

**M. Whittaker:** Madame la Présidente, j'ai bien aimé le voyage que le député de South Shore (M. McCreath) vient de nous faire dans sa circonscription et son exposé sur les pêches et les poissons de la Nouvelle-Écosse. Je veux parler brièvement du fait que la plupart des Canadiens sont des immigrants de première, deuxième, troisième ou quatrième génération et que, malheureusement, le niveau d'immigration a baissé considérablement dans notre pays, particulièrement depuis les quatre dernières années. Je crois comprendre qu'il est maintenant inférieur d'environ 80 000 au niveau le plus élevé enregistré sous le gouvernement libéral. Ma question au député est la suivante: Est-il d'accord avec le Conseil économique du Canada qui soutient que des hausses importantes du nombre d'immigrants au Canada assureront une croissance économique stable dans notre pays? Dans l'affirmative, encouragera-t-il notre parti à augmenter considérablement le niveau d'immigration afin d'assurer la croissance économique du Canada? Je vous remercie, madame la Présidente.

• (1730)

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Je prierais le député de South Shore de répondre le plus brièvement possible.

**M. McCreath:** Madame la Présidente, c'est la chose la plus difficile qu'on m'ait demandée depuis que je suis devenu député.

Bref, madame la Présidente, je n'ai pas lu le rapport dont parle le député. De toute évidence, le Canada a besoin d'immigrants. Je crois comprendre que le gouvernement a augmenté le nombre des immigrants pour 1989. Je m'attends à ce qu'il accepte autant d'immigrants qu'il nous est possible d'accueillir et d'intégrer mais dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins du Canada en matière de développement économique.